

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 24/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

15 Rue du Pont aux Oies  
37200 Tours

Références : IC250588  
Code AIOT : 0010000066

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté 8 Rue Joseph Cugnot ZI de Gellainville 28630 Gellainville. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 8 Rue Joseph Cugnot ZI de Gellainville 28630 Gellainville
- Code AIOT : 0010000066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL exploite une installation de transit, regroupement et traitement de déchets située au sein de la zone industrielle de Gellainville. L'exploitant est également agréé pour son

activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Système automatique d'extinction	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.7.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Étanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Demande d'action corrective	1 mois
5	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.2.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.4.6.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation de déversement	Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.3.6.1	Sans objet
4	Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 11/09/2025, article D.543-284	Sans objet
7	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 11/09/2025, article L.541-10-26	Sans objet
9	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
10	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Autorisation de déversement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.3.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autorisation de déversement

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.</p>
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (06/07/2023)</u></p> <p>Absence d'autorisation de déversement délivrée par la collectivité. Il appartient à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées le document précité.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b></p> <p>L'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, l'arrêté n°A-A2023-0054 délivré par Chartres Métropole et autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de la SAS DERICHEBOURG REVIVAL. Ce document, signé le 28 août 2023, est valable 10 ans.</p> <p><b><u>Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 6 juillet 2023 est levée.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Système automatique d'extinction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système automatique d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :- [...] - Un système automatique d'extinction incendie au-dessus des fosses à déchets visées au point 8.2.1.1.3 [...].</p>
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (06/07/2023)</u></p> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance au terme duquel il sollicite la suppression du système automatique d'extinction incendie au-dessus des fosses à déchets. Dans l'attente de l'instruction du dossier, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22 juin 2020 portant sur le dysfonctionnement de cet équipement est maintenu.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b></p> <p>Lors de l'instruction du porter à connaissance susmentionné, et afin de pouvoir statuer sur le dossier, une demande de complément est adressée par courriel le 01 décembre 2025. Au jour de la rédaction du présent rapport, l'inspection des installations classées n'a pas reçu de réponse de l'exploitant.</p> <p><b><u>Constat : Dans l'attente des éléments demandés par l'inspection des installations classées, l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 22 juin 2020 portant sur le dysfonctionnement du système automatique d'extinction incendie est maintenu.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Étanchéité des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étanchéité de sols
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement [...]</p>
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (06/07/2023)</u></p> <p>L'aire d'entreposage des déchets du SITREVA et la zone Est du site ne sont pas étanches.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b></p> <p>Par courrier du 17 octobre 2023, l'exploitant informe l'inspection des installations classées que les travaux seront réalisés avant la fin de l'année 2023.</p> <p>Sur place, l'inspection constate de la bonne réalisation des travaux.</p> <p>Cependant, l'inspection observe également une détérioration des trottoirs au niveau de la zone d'entreposage des VHU avant dépollution ce qui ne permet pas à la zone de recueillir correctement les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Par conséquent, la zone n'est pas étanche.</p> <p><b><u>Constat :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 6 juillet 2023 est levée.</u></li> <li>• <u>La zone d'entreposage des VHU avant dépollution n'est pas étanche (zone sud-est).</u></li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Attestation de valorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/09/2025, article D.543-284
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Attestation de valorisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la</p>

nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (06/07/2023)</u> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du taux de refus de tri de son installation.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b> Par sondage, l'inspection des installations classées consulte les taux de refus de tri pour les années 2024 et début 2025. Taux de refus de tri (2024) : 31% Taux de refus de tri (T1 - 2025) : 14%</p> <p><b><u>Constat : La non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 6 juillet 2023 est levée.</u></b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Isolement des milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, isolement des milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance.</p>
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (06/07/2023)</u> L'emplacement de la clef de manœuvre du dispositif d'isolement n'est pas physiquement signalé</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b> Sur place, l'inspection des installations classées observe la présence d'un panneau d'affichage indiquant l'emplacement et le fonctionnement de la vanne de confinement. À la demande de l'inspection, un test d'isolement des milieux est réalisé. La procédure est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclenchement de trois disjoncteurs au niveau du tableau électrique, notamment pour désactiver les pompes de relevage.</li> <li>• Fermeture de la vanne (durée de la fermeture : 3min37)</li> </ul> <p><b><u>Constat : Le système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement n'est pas jugé efficace compte tenu du nombre de manipulations et de la durée de fermeture de la vanne de confinement.</u></b></p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'une réflexion est en cours afin d'installer un unique bouton poussoir au niveau du tableau électrique. L'inspection des installations classées juge cette proposition cohérente.</p> <p>De plus, l'inspection alerte l'exploitant sur la nécessité de diminuer la durée de fermeture de la vanne.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées</p>

un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Détection de matières radioactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2009, article 7.4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de matières radioactives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées [...]. Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.</p>
<p><u>Constat de la visite précédente (06/07/2023)</u></p> <p>Les opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage du portique n'ont pas été réalisées.</p> <p><b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b></p> <p>En réponse à la visite d'inspection précédente, l'exploitant transmet, par courrier du 17 octobre 2023, les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constat de vérification du <i>radiamètre Terra-P</i> daté du 7 juillet 2023 (Appareil déclaré "Conforme"),</li> <li>• Certificat de conformité du <i>Multiscan 3 détecteurs</i> daté du 7 juillet 2023 (Appareil déclaré "Non Conforme / Pas d'alarme sonore et visuelle")</li> <li>• Une fiche d'intervention relative à la visite de contrôle annuel du <i>Multiscan 3 détecteurs</i> datée du 7 juillet 2023 (Résultat après essai : "Opérationnel").</li> </ul> <p>Après demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant transmet, par courriel en date du 22 septembre, une fiche de contrôle générale de l'installation. Or, de nombreux éléments ne semblent pas avoir été analysés : Conformité installation mécanique, vérification du câblage, vérification alimentation électrique, tension au niveau de l'alimentation générale, Mesure avec source et potence mises à la terre.</p> <p>De plus, le document indique la mention suivante : "<i>La HV de D1 est élevée (982V). Risque de tomber en panne</i>"</p> <p>Par conséquent, le document transmis par l'exploitant n'est pas satisfaisant et n'indique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• si l'appareil est correctement étalonné,</li> <li>• si l'appareil est maintenu en bon état,</li> <li>• si l'appareil est conforme.</li> </ul> <p><b><u>Constat : La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est maintenue.</u></b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, <b><u>dans les plus brefs délais (maximum 15j)</u></b> , un document attestant de l'étalonnage et de la conformité du portique <i>Multiscan 3 détecteurs</i> et du <i>radia-mètre Terra-P</i> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 7 : Obligation de contractualisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/09/2025, article L.541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligation de contractualisation
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b> Le jour de la visite, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le contrat signé et daté du 31 janvier 2025 entre l'éco-organisme "Recyclez mon véhicule" et l'entreprise DERICHEBOURG pour l'ensemble des sites de l'entreprise, y compris le site de Gellainville.
<b><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le</li> </ul>



cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

#### **Visite d'inspection du 11 septembre 2025**

Sur place, l'inspection des installations classées consulte le plan de défense contre l'incendie. Ce dernier comprend les éléments suivants :

- Le schéma d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener,
- L'organisation de la première intervention et de l'évacuation,
- Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées,
- La justification des compétences du personnel.

Les éléments suivants sont absents du plan de défense contre l'incendie :

- Le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement. Le cas échéant, ce plan sera remplacé par un plan du positionnement de l'ensemble des moyens permettant de lutter contre un incendie.
- Les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées,
- Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre.

Les éléments suivants ne sont pas satisfaisants :

- Le plan des réseaux n'est pas assez lisible (taille du plan, couleurs des réseaux, etc.).
- La liste des informations à transmettre aux pompiers n'est pas adaptée au site de Gellainville (mauvaise adresse, mauvais numéros de téléphone du responsable d'évacuation, etc.)

De plus, l'exploitant indique ne pas avoir transmis le plan de défense contre l'incendie au SDIS d'Eure-et-Loir.

<b><u>Constat : Le plan de défense contre l'incendie n'est pas conforme aux attentes de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</u></b>
<b><u>L'exploitant veillera à transmettre le plan de défense contre l'incendie actualisé au SDIS d'Eure-et-Loir et à mettre le plan susmentionné à l'entrée du site.</u></b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 9 : Maîtrise des sinistres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.
<b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b> Par courriel du 22 septembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le compte-rendu de l'exercice incendie du 7 avril 2025. Ce dernier indique la mention suivante : <i>"Très bonne réactivité de l'ensemble des salariés (rapide et efficace)"</i> . L'exploitant indique qu'un exercice par an est réalisé sur le site (objectif du groupe DERICHEBOURG).  Un plan de prévention « type » est également consulté par l'inspection des installations classées. Ce dernier répond aux objectifs de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.
<b><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></b>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

N° 10 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. [...]
<b><u>Visite d'inspection du 11 septembre 2025</u></b> Sur place, l'inspection des installations classées consulte l'état des déchets stockés. Ce dernier est accessible à tout moment et est actualisé tous les jours.
<b><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite